

CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

Séance du Samedi 29 Décembre 1917

CONTENTS :

Autorisation d'estimer contre l^{me} GOUT 331

ADMINISTRATIONS DIVERSES :

Guerre - Comité d'alimentation-Distribution de vêtements-
observations 331
Evacués volontaires - vœu 331
Fonds déposés pour contribuer aux dépenses des villes-nouveau
récépissé 325
Services municipaux - personnel - indemnités temporaire de
cherté de vie 326

ASSISTANCE :

Familles nombreuses 328
Femmes en couches 329
Vieillards, infirmes et incurables 329

FINANCES :

Généralités-fonds déposés pour contribuer aux dépenses des villes-
Nouveau récépissé 325

EMPRUNTS :

Fonds déposés pour contribuer aux dépenses des villes-nouveau
récépissé 325

ALIMENTATION :

Comité d'alimentation - distribution de vêtements-observations. 331

SERVICES MUNICIPAUX :

Personnel - Indemnités temporaires de cherté de vie 326
Obligation de payer le loyer - vœu 331
Travaux supplémentaires - vœu 331

CAISSE DES RETRAITES :

Finances - Chardin Edmond 330

GRATIFICATIONS, INDEMNITES, SECOURS :

Finances - Chardin, Edmond 330
Travaux, Fremaux Désiré 330

CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

Séance du Samedi 23 Décembre 1917

CONTENU :

131 Autorisation d'ester contre l'Etat

ADMINISTRATIONS DIVERSES :

131 Guerre - Comité d'alimentation - Distribution de vêtements-
131 observations
131 questions volontaires - voir
131 Fonds déposés pour contribuer aux dépenses des villes-nouvelles
131 révisées
131 Services municipaux - Personnel - Indemnités temporaires de
131 charité de vie

ASSISTANCE :

131 Familles nombreuses
131 Femmes en couches
131 Vieilles, infirmes et incurables

FINANCES :

131 Généralités - Fonds déposés pour contribuer aux dépenses des villes-
131 Nouvelles révisées

EMPRUNTS :

131 Fonds déposés pour contribuer aux dépenses des villes-nouvelles
131 révisées

ALIMENTATION :

131 Comité d'alimentation - Distribution de vêtements-observations

SERVICES MUNICIPAUX :

131 Personnel - Indemnités temporaires de charité de vie
131 Obligation de payer le loyer - voir
131 Travaux supplémentaires - voir

CAISSE DES RETRAITES :

131 Finances - Charles Bismont
131 GRATIFICATIONS, INDEMNITES, SECOURS
131 Finances - Charles Bismont
131 Travaux, Travaux Délégués

L'an mil neuf cent dix-sept, le Samedi vingt-neuf Décembre
à deux heures 45 du soir, le Conseil municipal dûment convoqué-
s'est réuni en séance extraordinaire à l'Hôtel-de-Ville de Lille.

Présidence de M. René BAUDON, Adjoint

Secrétaire : M. Paul OVIGNEUR, Conseiller

PRÉSENTS :

M.M. CREPY-SAINT-LEGER, LIEGEOIS-SIX, DUBURCQ, BAUDON, REMY,
BRACKERS D'HUGO, BARE, LEGRAND-HERMAN, DUPONCHELLE, OVIGNEUR,
LESOT, SOCKEEL, BUISINE, COILLIOT, DUCASTEL, LELEU, BOUTRY,
LESSENNE, GUISELIN et DELOS.

EXCUSES :

M.M. DELESALLE, DAMBRINE, BARROIS et GOBERT.

SOUS LES DRAPEAUX :

M.M. LAURENGE, GOSSART, DANIEL Désiré, COUTEL, VALDELIEVRE,
PARMENTIER, WAUQUIER et GRONIER.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance qui est adopté sans observation.

1840

Fonds déposés dans
la Caisse municipale pour
contribuer aux dépenses
de la Ville

COMMISSION DES FINANCES

RAPPORT DE M. DUCASTEL,

Messieurs,

Dans votre séance du 25 Octobre dernier, vous avez renvoyé,
à l'examen de votre Commission des Finances, le projet de création
d'un récépissé spécial pour fonds déposés par les particuliers et
par les banquiers dans la Caisse municipale, en vue de contribuer aux
dépenses de la Ville.

Cette affaire se divise en deux parties :

1^o. - Création d'un récépissé imprimé qui remplacera le reçu
du livre à souche du Receveur municipal, donné actuellement au dépo-
sant.

L'an mil neuf cent dix-sept, le Samedi vingt-neuf Décembre
à deux heures 45 du soir, le Conseil municipal - légalement convoqué -
s'est réuni en séance extraordinaire à l'Hôtel-de-Ville de Lille.

Présidence de M. René BAUDON, Adjoint
Secrétaire : M. Paul OUVIGNER, Conseiller

PRÉSENTS :

M. M. CREPY-SAINT-LEGER, LIEGEOIS-SIX, DUBUCQ, BAUDON, RENEY,
BRACKERS D'HUGO, BARE, LÉGRAND-HERMAN, DUPONCHELLE, OUVIGNER,
LESOT, SOCKENT, BUISINE, COLLIOT, DUCASTEL, LEBEU, BOUTRY,
LESSENN, GUISLIN et DELOS.

EXCUSÉS :

M. M. DELSALLE, DAMBRINE, BARROIS et GORRET.

SOUS LES DRAPEAUX :

M. M. LAURENCE, GOSSET, DANIEL Désiré, COUTEL, VALDHEILVERE,
PARMENTIER, WAUGUIER et GRONIER.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance qui est adoptée sans observation.

COMMISSION DES FINANCES
RAPPORT DE M. DUCASTEL,

1840
Tous déposés dans
la Caisse municipale pour
contribuer aux dépenses
de la Ville

Messieurs,

Dans votre séance du 25 Octobre dernier, vous avez renvoyé
à l'examen de votre Commission des Finances, le projet de création
d'un récépissé spécial pour fonds déposés par les particuliers et
par les bandiers dans la Caisse municipale, en vue de contribuer aux
dépenses de la Ville.
Cette affaire se divise en deux parties :
1° - Création d'un récépissé imprimé qui remplacera le reçu
du livre à souche du Receveur municipal, donné actuellement au dépo-

Les raisons de ce changement sont que le papier mince du reçu, son petit format, lui donnent une apparence mesquine. Un papier plus fort et un format plus grand lui donneront l'apparence d'un titre plus sérieux.

D'autre part, tous les dépôts sont, jusqu'à présent, faits sous la forme nominative et cela empêche la circulation des reçus. Le projet est donc de faire de nouveaux récépissés, soit nominatifs pour ceux qui le désireront, soit au porteur pour faciliter leur circulation; ce sera faciliter la circulation, notamment pour les gros paiements; mais n'y aura-t-il pas à craindre les inconvénients des grosses coupures : les faux ?

Vous devez appeler toute l'attention de l'Administration municipale sur cette dernière question et lui demander d'établir un projet de récépissé bien dessiné comme les bons communaux eux-mêmes, et difficilement imitable.

Autre question : La Ville a-t-elle le droit d'établir ces récépissés au porteur ?

A part ces observations, dont vous jugerez la valeur, la Commission donne un avis favorable à la création du récépissé.

2°.- Création d'un certificat de dépôt, portant intérêt à partir de la cessation de l'occupation. A ce moment, les déposants échangeraient leurs récépissés contre ce certificat de dépôt, ils fixeraient, en même temps, la durée pendant laquelle ils laisseraient ce dépôt et il leur serait servi, à l'expiration, un intérêt de :

2 %	l'an, pour 3 mois;
3 %	" " 6 "
4 %	" " 9 "
5 %	" " 1 an.

Votre Commission ne voit que des avantages à cette dernière création : le public, recevant un intérêt de ses dépôts, sera plus enclin à les laisser et la Ville y trouvera l'avantage de reculer le remboursement pour des sommes importantes, ce qui lui laissera le temps de préparer ces remboursements.

Adopté, après observations de M.M. Baré, Crépy, Baudon, Guiselin.

1858

Services municipaux

Personnel

Indemnités temporaires de
cherté de vie

COMMISSION DES FINANCES

RAPPORT DE M. DUCASTEL,

Messieurs,

Dans votre séance du 15 Décembre courant, vous avez renvoyé, à l'examen de votre Commission des Finances, le rapport par lequel l'Administration municipale vous demandait de voter, en faveur de tout le personnel municipal, présent à Lille, des indemnités temporaires de cherté de vie égales à celles accordées aux fonctionnaires de l'Etat et du Département.

Votre Commission a examiné, avec soin, ce projet ainsi que les documents qui lui ont été fournis par la Direction des Services financiers pour établir la situation de chaque employé municipal et elle

Les raisons de ce changement sont que le papier mince du reçu son petit format, lui donne une apparence mesquine. Un papier plus fort et un format plus grand lui donneront l'apparence d'un titre plus sérieux.

D'autre part, tous les dépôts sont, jusqu'à présent, faits sous la forme nominative et cela empêche la circulation des reçus. Le projet est donc de faire de nouveaux récépissés, soit nominatifs pour ceux qui le désireront, soit en porteur pour faciliter leur circulation; ce sera faciliter la circulation, notamment pour les gros paiements; mais n'y aura-t-il pas à craindre les inconvénients des grosses coupures; les faux?

Vous devez appeler toute l'attention de l'Administration municipale sur cette dernière question et lui demander d'établir un projet de récépissés bien dessinés comme les bons communs eux-mêmes, et difficilement imitables.

Autre question: La Ville a-t-elle le droit d'établir ces récépissés en porteur?

A part ces observations, dont vous jugerez la valeur, la Commission donne un avis favorable à la création de récépissés.

2°. - Création d'un certificat de dépôt, portant intérêt à partir de la cessation de l'occupation. A ce moment, les déposants échangent leurs récépissés contre ce certificat de dépôt, ils fixeraient, en même temps, la durée pendant laquelle ils laisseraient ce dépôt et il leur serait servi, à l'expiration, un intérêt de :

2	% l'an, pour 3 mois;
3	" " " "
4	" " " "
5	" " " "

Adopté, après observations de M.M. Baré, Grévy, Baudou, Guiselin. Votre Commission ne voit que des avantages à cette dernière création: le public, recevant un intérêt de ses dépôts, sera plus enclin à les laisser et la Ville y trouvera l'avantage de reculer le remboursement pour des sommes importantes, ce qui lui laissera le temps de préparer ces remboursements.

1888
Services municipaux
Personnel
Indemnités temporaires de
cherté de vie

COMMISSION DES FINANCES

RAPPORT DE M. DUCASTEL

Messieurs,

Dans votre séance du 15 Décembre courant, vous avez renvoyé à l'examen de votre Commission des Finances, le rapport par lequel l'Administration municipale vous demandait de voter, en faveur de tout le personnel municipal, présent à Lille, des indemnités temporaires de cherté de vie égales à celles accordées aux fonctionnaires de l'Etat et du Département.

Votre Commission a examiné, avec soin, ce projet ainsi que les documents qui lui ont été fournis par la Direction des Services financiers pour établir la situation de chaque employé municipal et elle

a décidé de donner un avis favorable à la proposition précitée.

Le Conseil municipal de Lille a, depuis quelques années, amélioré très sensiblement la situation de tous les fonctionnaires municipaux, mais le coût de la vie, à l'heure présente, a augmenté dans des proportions inouïes et c'est faire oeuvre de justice que d'accorder, à tous les employés, une indemnité spéciale.

Ainsi que vous avez pu le lire dans le rapport de l'Administration, les indemnités temporaires de cherté de vie, accordées au personnel de l'Etat et du Département, sont fixées comme suit :

540 Frs par an, pour les émoluments inférieurs à 3.600f;

560 Frs par an, pour les émoluments entre 3.600 et 5.000f;

Pour les emplois entre 3.600 et 3.780f, le supplément est calculé de façon à assurer, aux bénéficiaires, au moins 4.140f.-

Pour les emplois, dont les émoluments sont supérieurs à 5.000f, mais n'excédant pas 5.360f, les bénéficiaires reçoivent un supplément réduit de façon à porter leurs émoluments à 5.360f.

Le traitement doit être entendu brut, sans déduction des retenues pour la caisse des retraites.

Pour les fonctionnaires, qui bénéficient du logement, du chauffage, de l'éclairage ou de la nourriture, les indemnités sont calculées de la manière suivante :

a) Ceux, qui bénéficient du logement ou d'une indemnité de logement, subissent de ce chef, sur l'allocation principale de cherté de vie seulement, une réduction de 1/10.

b) Ceux, qui bénéficient du chauffage et de l'éclairage ou d'une indemnité de chauffage et d'éclairage, subissent de ce chef sur l'allocation principale de cherté de vie seulement, une réduction de 1/10.

c) Ceux, qui bénéficient de la nourriture ou d'une indemnité de nourriture, subissent de ce chef, sur l'allocation principale de cherté de vie seulement, une réduction de 5/10.

Les majorations, pour charges de famille, ne sont accordées pour les femmes et les enfants mineurs que sous réserve que respectivement, soit la femme, soit les enfants, n'occupent pas une situation rémunératrice suffisante.

Il faut, en un mot, que les femmes et les enfants soient non seulement légalement, mais encore effectivement à la charge des bénéficiaires des indemnités de cherté de vie.

Ce dernier point a été étudié par votre Commission et elle a décidé de vous proposer de ne pas donner une majoration aux fonctionnaires municipaux dont la femme est fonctionnaire de l'Etat, ainsi qu'à ceux dont les enfants sont occupés à la Mairie, à la Cie du Gaz, à la Cie des Tramways, etc...etc., et ne sont plus effectivement à la charge des parents.

Votre Commission a pensé que les professeurs de l'Ecole des Beaux-Arts ou du Conservatoire, qui ont perdu la plupart de leurs leçons particulières et dont la situation est devenue très intéressante, avaient le droit, comme les autres fonctionnaires municipaux, de prétendre à l'indemnité de cherté de vie et elle vous propose de leur accorder cette indemnité.

L'Administration municipale vous propose également de donner une indemnité temporaire de 20 Frs par mois à tous les employés auxiliaires et une majoration de 15 % aux ouvriers de la Ville, sans que cette majoration puisse dépasser 20 Frs par mois.

proposé de leur accorder cette indemnité.
peux, de prétendre à l'indemnité de cherté de vie et elle vous
ressente, avait le droit, comme les autres fonctionnaires municipi-
leçons particulières et dont la situation est devenue très inté-
Beux-Arts ou du Conservatoire, qui ont perdu la plupart de leurs
Votre Commission a pensé que les professeurs de l'Ecole des
effectivement à la charge des parents.
Cie du gaz, à la Cie des Tramways, etc... et ne sont plus
ainsi qu'à ceux dont les enfants sont occupés à la Mairie, à la
fonctionnaires municipaux dont la femme est fonctionnaire de l'Etat,
décidé de vous proposer de ne pas donner une majoration aux
Ce dernier point a été étudié par votre Commission et elle a
bénéficiaires des indemnités de cherté de vie.
seulement légalement, mais encore effectivement à la charge des
Il faut, en un mot, que les femmes et les enfants soient non
situation rémunératrice suffisante.
pour les femmes et les enfants mineurs qui sont réservés pour respec-
Les majorations pour charges de famille, ne sont accordées
de cherté de vie seulement, une réduction de 5/10.
de nourriture, subissent de ce chef, sur l'allocation principale
c) Ceux, qui bénéficient de la nourriture ou d'une indemnité
sur l'allocation principale de cherté de vie seulement, une réduc-
d'une indemnité de chauffage et d'éclairage, subissent de ce chef
b) Ceux, qui bénéficient du chauffage et de l'éclairage ou
cherté de vie seulement, une réduction de 1/10.
calculées de la manière suivante :
chauffage, de l'éclairage ou de la nourriture, les indemnités sont
Pour les fonctionnaires, qui bénéficient du logement, du
retenues pour la caisse des retraites.
Le traitement doit être entendu brut, sans déduction des
ment réduit de façon à porter leurs émoluments à 5.360.
mais n'excédant pas 5.360. Les bénéficiaires reçoivent un supplé-
Pour les emplois, dont les émoluments sont supérieurs à 5.000.
calculé de façon à assurer, aux bénéficiaires, au moins 4.140.
Pour les emplois entre 3.600 et 3.780, le supplément est
560 frs par an, pour les émoluments entre 3.600 et 3.000.
540 frs par an, pour les émoluments inférieurs à 3.600.
en personnel de l'Etat et du Département, sont fixés comme suit :
tration, les indemnités temporaires de cherté de vie, accordées
Ainsi que vous avez pu le lire dans le rapport de l'Adminis-
d'accorder, à tous les employés, une indemnité spéciale.
dans des proportions inouïes et c'est faire œuvre de justice que
municipaux, mais le coût de la vie, à l'heure présente, a augmenté
amélioré très sensiblement la situation de tous les fonctionnaires
Le Conseil municipal de Lille a, depuis quelques années,
a décidé de donner un avis favorable à la proposition présentée.

sans que cette majoration puisse dépasser 20 frs par mois.
auxiliaires et une majoration de 15 à aux ouvriers de la Ville,
une indemnité temporaire de 20 frs par mois à tous les employés
L'Administration municipale vous propose également de donner

Votre Commission est également d'avis d'accepter cette proposition, étant entendu que l'indemnité de cherté de vie ne viendra pas en déduction des sommes que les auxiliaires pourraient toucher à la Caisse spéciale des secours égaux à ceux de la caisse de chômage.

Ainsi, par exemple, M. X....., auxiliaire, ayant une femme et 3 enfants de moins de 16 ans, a actuellement un salaire de 5 Frs par jour, soit par semaine 35^f

Si cet auxiliaire était inscrit à la Caisse de chômage, il aurait droit, par semaine, à une indemnité de 35^f

Il y a lieu de déduire, de cette indemnité, la moitié de son salaire, soit 17^f50

M. X..... touche donc actuellement 52^f50
et il doit être convenu qu'à cette somme, on ajoutera, chaque mois, l'indemnité de 20 Frs pour cherté de vie, soit par semaine 5^f
pour porter ses ressources hebdomadaires à 57^f50.

Un employé titulaire, agent de Police, préposé d'Octroi, etc.. et ayant la même situation de famille et le même traitement de 5 Frs par jour, recevra par semaine 54^f60
suivant le calcul ci-après :

Traitement fixe	1.800.	f
Indemnité pour lui	540.	
Indemnité pour sa femme	100.	
Indemnité pour les deux 1ers enfants	200.	
Indemnité pour le 3ème	200.	
Total :	2.840 ^f	= 54 ^f 60
soit par semaine : 52		

Il est bien entendu que la présente indemnité remplace celle accordée le 3 Décembre 1915, par le Conseil municipal, et ne s'y ajoute pas, de manière que la même indemnité est ainsi allouée à tous les fonctionnaires, soit de l'Etat, du Département ou de la Ville.

La Commission vous propose d'accepter que la date de départ de cette indemnité soit fixée au 1er Octobre 1917.

Adopté, après observations de M.M. Duponchelle, Coilliot, Baudon.

I862
Assistance aux
familles nombreuses

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

Conformément à la loi du 14 Juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses, le Bureau d'Assistance a dressé la liste des demandes qui lui ont été soumises.

Elle se répartit comme suit :

Deux demandes de la 1ère partie comprenant deux chefs de famille ayant plus de 3 enfants, âgés de moins de 13 ans.

Cette liste représente deux indemnités à 7^f50 : 15 Frs.

Nous vous prions de vouloir bien les approuver.

- Adopté -

Voire Commission est également d'avis d'accepter cette proposition, étant entendu que l'indemnité de cherté de vie ne viendra pas en déduction des sommes que les auxiliaires pourraient toucher à la Caisse spéciale des secours égaux à ceux de la caisse de chômage.

Ainsi, par exemple, M. X....., auxiliaire, ayant une femme et 3 enfants de moins de 16 ans, a actuellement un salaire de 5 frs par jour, soit par semaine

Si cet auxiliaire était inscrit à la Caisse de

chômage, il aurait droit, par semaine, à une indemnité de 35 fr

Il y a lieu de déduire, de cette indemnité, la moitié

de son salaire, soit

M. X..... touche donc actuellement

et il doit être convenu qu'à cette somme, on ajoutera,

chaque mois, l'indemnité de 80 frs pour cherté de vie,

soit par semaine

Un employé titulaire, agent de Police, proposé d'Octroi, etc.,

et ayant la même situation de famille et le même traitement de 5 frs

par jour, recevra par semaine

suivant le calcul ci-après :

Traitement fixe

Indemnité pour lui

Indemnité pour sa femme

Indemnité pour les deux enfants

Indemnité pour le père

Total : 2.840 fr

soit par semaine 32

Il est bien entendu que la présente indemnité remplace celle

accordée le 3 Décembre 1913, par le Conseil municipal, et ne s'y

ajoute pas, de manière que la même indemnité est ainsi allouée à

tous les fonctionnaires, soit de l'Etat, du Département ou de la

Ville.

La Commission vous propose d'accepter que la date de départ de

cette indemnité soit fixée au 1er Octobre 1914.

Adopté, après observations de M. M. Duponchelle, Gollillot,

Bardou.

1863

Assistance aux
familles nombreuses

Messieurs,

Conformément à la loi du 14 Juillet 1913, relative à l'assis-

tance aux familles nombreuses, le Bureau d'Assistance a dressé la

liste des demandes qui lui ont été soumises.

Elle se répartit comme suit :

Deux demandes de la 1ère partie comprenant deux chefs de famille

ayant plus de 3 enfants, âgés de moins de 16 ans.

Cette liste représente deux indemnités à 750 :

15 frs.

- Adopté -

1863
Assistance aux
Femmes en couches

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

Conformément à la loi du 17 Juin 1913, complétée par la loi des finances du 30 Juillet 1913, nous avons envoyé, à la Préfecture du Nord, 26 demandes d'assistance aux femmes en couches qui, en raison de l'urgence, n'ont pu être soumises à l'instruction prévue pour l'inscription sur la liste.

Ces demandes intéressent Mesdames Luthun Hermance Marie-Louise - Deligne, née Bentein Suzanne - Vanden-Torren, née Hochart Irma - Lefebvre Louise Appoline - Dujardin Marie-Thérèse - Debusschère Marthe Julie - Vassiaux Adélaïde - Ségers née Duchamps Marthe - Courcelle Marie-Louise - Courcelle, née Marescaux Blanche - Coppens, née Hendrickx Jeanne Marie - Lecocq, née Vincent Hortense - Verbragen, née Dufour Hélène - Delair, née Declerck Angèle - De Leus Rosalie - Flament née Bombart Elise Marie - Delefolly, née Surmont Rosalie - Lanny, née Verlyck Marie-Louise - Finne Marie Sophie - Meresse Suzanne - Brazier Marguerite - Hoorelbeke, née Smekens Clémentine - Dehaut, née Deneux Flore - Wattelar, née Aerts Henriette - Vanduile, née Bétremieux Emilie - Pollet Jeanne Henriette -

- Adopté -

1864
Assistance aux
Vieillards, Infirmes
et Incurables

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

Conformément à la loi du 14 Juillet 1905, relative à l'Assistance aux Vieillards, Infirmes et Incurables, nous avons l'honneur de soumettre, à votre examen avec les dossiers, deux listes de personnes qui sollicitent l'hospitalisation et l'assistance à domicile.

HOSPITALISATION

Assistance à domicile 43 noms,
2ème partie, 3 noms.

Nous vous prions de vouloir bien approuver ces listes; établies par les bureaux d'Assistance, sauf en ce qui concerne :

VIEILLARDS

Camus Oscar Gustave Louis	-Suspendre-	Touche l'allocation mil ^{re}
Carreau Vve, née Lemay Julia, 12 ^f	au lieu de 20 ^f	-Touche III ^f , 60 Ret. Ouv.
Jacobs Léon Alexis Ernest	-d°-	-d°-
Laubier Vve, née Trannoy Juliette	-d°-	-d°-
Quinzebilles Ferdinand Gustave	-d°-	-d°-
Morel Vve, née Deleplanque Adolphe	-d°-	-d°-

V INFIRMES & INCURABLES

Dufour, née Carpentier Lydie	-Suspendre-	-d°-
Reverd, née Lorthioir Jeanne	-Supprimer-	-d°-

- Adopté -

1863
Assistance aux
Femmes en couches

RAPPORT DE M. LE MAIRE,
Messieurs,

Conformément à la loi du 17 juin 1913, complétée par la loi des
finances du 30 juillet 1913, nous avons envoyé, à la Préfecture
du Nord, 26 demandes d'assistance aux femmes en couches qui, en
raison de l'urgence, n'ont pu être soumises à l'insinuation prévue
pour l'inscription sur la liste.

Ces demandes intéressent Mesdames Luthen Hermance Marie-Louise -
Deligne, née Benoitte Suzanne - Vanden-Torren, née Hochart Irma -
Lefebvre Louise Apolline - Dujardin Marie-Thérèse - Debrassière
Marthe Julie - Vassaux Adèle - Ségère née Duchamps Marthe -
Courcelle Marie-Louise - Courcelle, née Marescaux Blanche - Coppen,
née Hendrickx Jeanne Marie - Lecocq, née Vincent Hortense - Verbrag-
gen, née Dufour Hélène - Delair, née Delecker Angèle - De Lema
Rosalie - Plament née Bompart Elise Marie - Delefolly, née Surmont
Rosalie - Lamy, née Verlyck Marie-Louise - Fime Marie Sophie -
Marescaux Suzanne - Brasier Marguerite - Hoekelbeke, née Smekens
Clémentine - Dehaent, née Deneux Flore - Watteler, née Aerts Hen-
riette - Vandewille, née Bétrémieux Emilie - Pollet Jeanne Henriette -
- Adopté -

1864
Assistance aux
Vieilles, infirmes
et incurables

RAPPORT DE M. LE MAIRE,
Messieurs,

Conformément à la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assis-
tance aux Vieilles, infirmes et incurables, nous avons l'honneur
de soumettre, à votre examen avec les dossiers, deux listes de
personnes qui sollicitent l'hospitalisation et l'assistance à
domicile.

HOSPITALISATION

Assistance à domicile 43 noms,
Séme partie 3 noms,
Nous vous prions de vouloir bien approuver ces listes établies
par les bureaux d'assistance, ainsi en ce qui concerne :

VIEILLARDS

Carus Oscar Gustave Louis
Garesse Vve, née Lemay Julie, 121 an lieu de 204-Tourne III, 60 Ret. Ouv.
Jacobs Léon Alexis Ernest
Lambert Vve, née Tzennoy Juliette
Guinzebilles Ferdinand Gustave
Morel Vve, née Deleplandre Adolphe

-4°-
-4°-
-4°-
-4°-
-4°-

INFIRMES & INCURABLES

Dufour, née Carpentier Lydie
Reverd, née Lorthioir Jeanne
- Adopté -

-4°-
-4°-
-Supprimer-
-Supprimer-

I865

Services municipaux
Ouvrier âgé
FREMAUX
Pension

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

L'ouvrier FREMAUX Désiré, né le 4 Janvier 1847, entré au Service des Travaux municipaux le 12 Novembre 1889, a quitté le service le 8 Décembre pour raison de santé.

Cet ouvrier étant âgé de plus de 70 ans et comptant 28 années de service, nous vous demandons, conformément à la délibération du 18 Novembre 1904, de vouloir bien lui allouer une pension annuelle de 300 francs à compter du 1er Décembre 1917.

- Adopté -

I866

Liquidation de pension
Finances
M. CHARDIN

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

M. CHARDIN Edmond Victor, Sous-Chef de bureau à la Direction des Services ~~Finances~~, né à Wazemmes le 17 Juillet 1851, sollicite la liquidation de sa pension à partir du 1er Février 1918.

Entré dans les services municipaux le 1er Mars 1892, M. CHARDIN comptera, au 1er Février prochain, 25 ans et 11 mois de service avec un traitement moyen de 3.308^f33 pendant les trois dernières années.

D'après l'article 7 des statuts de la Caisse des retraites des Services municipaux, M. CHARDIN a droit :

Pour 25 ans de service, à $\frac{25}{60}$ de 3.308 ^f 33	1.378 ^f 48
--	-----------------------

Pour 11 mois, $\frac{11}{12}$ de $\frac{1}{60}$ de 3.308 ^f 33	50 ^f 54
Total	1.429 ^f 02

En conséquence, nous vous proposons d'allouer, à M. CHARDIN sur les fonds de la caisse des retraites des Services municipaux à partir du 1er Février 1918, une pension annuelle de 1.429^f02.

De plus, en raison des excellents services rendus par M. CHARDIN, nous vous proposons de lui accorder une gratification de départ égale à six mois de son traitement actuel, soit 1.700^f à prélever sur l'article 7 du Budget ordinaire de l'exercice 1918.

- Adopté -

1885
Services municipaux
Ouvrier âgé
Pension

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

L'Ouvrier FRIEMANX Désiré, né le 4 Janvier 1847, entré au Service des Travaux municipaux le 12 Novembre 1882, a quitté le service le 8 Décembre pour raison de santé.
Cet ouvrier étant âgé de plus de 70 ans et comptant 35 années de service, nous vous recommandons, conformément à la délibération du 18 Novembre 1904, de vouloir bien lui allouer une pension annuelle de 300 francs à compter du 1er Décembre 1917.

- Adopté -

1886
Liquidation de pension
Finances
M. CHARDIN
Messieurs,

M. CHARDIN Edmond Victor, Sous-Chef de bureau à la Direction des Services municipaux, né à Wessemmes le 14 Juillet 1851, sollicite la liquidation de sa pension à partir du 1er Février 1918.
Entré dans les services municipaux le 1er Mars 1882, M. CHARDIN compte, au 1er Février prochain, 35 ans et 11 mois de service avec un traitement moyen de 3.308^{fr}33 pendant les trois dernières années.
D'après l'article 7 des statuts de la Caisse des retraites des

Services municipaux, M. CHARDIN a droit :
Pour 25 ans de service, à 25 de 3.308^{fr}33 1.378^{fr}48
Pour 11 mois, 11/12 de 1/60 de 3.308^{fr}33 50^{fr}54
Total 1.429^{fr}02

En conséquence, nous vous proposons d'allouer, à M. CHARDIN sur les fonds de la Caisse des retraites des Services municipaux à partir du 1er Février 1918, une pension annuelle de 1.429^{fr}02.
De plus, en raison des excellents services rendus par M. CHARDIN, nous vous proposons de lui accorder une gratification de départ égale à six mois de son traitement actuel, soit 1.700^{fr} à prélever sur l'article 7 du Budget ordinaire de l'exercice 1918.

- Adopté -

1867
Autorisation d'ester
contre GOUT

RAPPORT DE M. LE MAIRE,

Messieurs,

La Ville réclame, à la femme GOUT demeurant rue du Frénelet 7, la somme de 3.813^f90 pour remboursement de frais de traitement des filles syphilitiques, savoir :

Année 1916	2.142 ^f 60
Année 1917	1.671 ^f 30
Total	3.813 ^f 90

La femme GOUT refuse de payer cette somme prétendant qu'elle n'est plus tenancière de la maison de tolérance de la rue du Frénelet 7, ou elle occupe simplement une chambre, que la Ville n'est pas fondée à lui réclamer le paiement de frais d'hospitalisation de filles dont l'internement est exigé par l'Autorité allemande. Les tenancières des maisons de tolérance étant tenues, en vertu de l'article 312 du Code des arrêtés municipaux, des frais de traitement de leurs pensionnaires, nous vous prions de nous autoriser à ester contre la femme GOUT, devant toutes juridictions pour obtenir paiement des sommes dues à la Ville.

- Adopté -

Evacuations
Voeu

M. LESOT exprime le voeu qu'aucun membre de l'Administration municipale ne s'occupe des évacuations volontaires.

SERVICES MUNICIPAUX
Travaux supplémentaires - Voeu

M. LELEU demande que le travail de nuit, dans les bureaux de la Mairie, soit accompli par roulement entre tous les employés.

PERSONNEL
Obligation de payer
le loyer - Voeu

M. LESSENNE réclame l'intervention de la Municipalité auprès de tous les fonctionnaires pour les obliger à payer leur loyer.

Comité d'alimentation
Distribution
de vêtements -
Observations

M. LESOT se plaint des partialités qui se produisent dans la distribution des vêtements du Comité.

La séance est levée à 4 heures.

